



Luxembourg, le

12 AOUT 2022

Simon-Christiansen & Associés
4, rue Albert Simon
L-5315 Contern

N/Réf. : 102933
Dossier suivi par : Philippe Peters
Tél. : 24786827
E-mail : philippe.peters@mev.etat.lu

Concerne : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

Evaluation du projet « Luxlait Association Agricole – Extension de la station d'épuration » au lieu-dit « Rouscht » sur le territoire de la commune de Bissen – avis concernant le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation

Madame, Monsieur,

Le projet sous rubrique figure au point 87 de l'annexe IV du règlement grand-ducal du 15 mai 2018 établissant les listes de projets soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement.

Par ma décision du 25 juillet 2022, l'élaboration d'un rapport d'évaluation a été requise pour le projet sous rubrique.

La loi modifiée du 15 mai 2018 exige dans ce cas de figure l'élaboration obligatoire d'un avis des autorités sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation.

Vous trouverez en annexe l'avis établi en vertu de l'article 5 de la prédite loi. L'avis est basé sur le document « Luxlait Association Agricole – Extension de la station d'épuration – Vérification préliminaire (screening) » datant du 16 mai 2022 et élaboré par le bureau d'études Simon-Christiansen & Associés Ingénieurs-Conseils S.A.

L'avis qui suit comprend également les avis des autres autorités avec des responsabilités spécifiques en matière environnementale consultées dans le cadre de la procédure EIE (voir liste en annexe) et sera publié sur le site www.eie.lu au plus tard au moment de l'information et de la participation du public prévue à l'article 8 de la prédite loi.

Sur demande du maître d'ouvrage une réunion de concertation avec les autorités ayant fourni une contribution pourra être organisée dans les meilleurs délais.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations très distinguées.

Pour la Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable



Marianne MOUSEL
Premier Conseiller de Gouvernement

N° Dossier: 102933		
Luxlait – extension de la station d’épuration		
EIE Phase:	Scoping	
Autorité	Saisine	Avis
Administration de la nature et des forêts Arrondissement Centre-Ouest	oui	2.8.2022
Administration de la gestion de l’eau	oui	19.7.2022
Administration de l’environnement	oui	27.7.2022
Institut national de recherche archéologique	oui	-
Administration communale de Bissen	oui	-

Avis spécifique du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation

L'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a comme objectif de vérifier à un stade précoce de la planification et avant l'octroi d'une autorisation environnementale (eau, protection de la nature, établissements classés) si le projet a des incidences notables sur l'environnement afin de déterminer les mesures à appliquer pour éviter, réduire ou compenser ces incidences.

L'approche préventive est au centre de toute procédure EIE dont la pièce-maîtresse constitue l'élaboration d'un rapport d'évaluation par un/des expert(s) agréé(s). Afin d'orienter l'élaboration du rapport d'évaluation, l'autorité compétente doit formuler un avis sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation à présenter par le maître d'ouvrage. En fonction du projet, l'autorité compétente demande également l'avis d'autres autorités avec des responsabilités spécifiques en matière d'environnement (voir article 5 de la loi modifiée du 15 mai 2018 – loi EIE).

Complémentairement aux données et analyses présentées dans le document « Luxlait Association Agricole – Extension de la station d'épuration – Vérification préliminaire (screening) », les remarques et précisions suivantes sont à considérer lors de l'élaboration du rapport d'évaluation :

1. Généralités

1.1. Cadre réglementaire

1.1.1. Le bureau d'études qui prépare et présente le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement est obligé d'avoir un agrément suivant l'article 6.3 de la loi EIE cité ci-après. *« Afin d'assurer l'exhaustivité et la qualité du rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, le maître d'ouvrage s'assure que le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement est préparé par des personnes agréées en vertu de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement. »*¹

1.1.2. Les informations à fournir par le maître d'ouvrage dans le cadre du rapport d'évaluation sont précisées par les articles 3 et 6 ainsi que l'annexe III de la loi EIE. Une attention particulière est à porter à l'annexe III. Certaines thématiques y développées sont particulièrement importantes pour l'élaboration du rapport d'évaluation relatif au projet de d'extension de la station d'épuration de Luxlait et nous revenons par la suite d'une manière plus précise à ces thématiques. D'après les informations mises à disposition, il est prévu de doubler le rejet d'eaux usées traitées de 1000 à 2000 m³/j.

1.1.3. Il est à noter que le rapport d'évaluation est à soumettre à la consultation du public. Ceci présuppose que toutes les informations requises pour la compréhension du projet et de ses incidences sur l'environnement fassent partie intégrante du dossier à soumettre. Il ne peut

¹ Article 6 paragraphe 3 de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement

être renvoyé à des informations complémentaires sans que celles-ci ne soient clairement décrites dans le rapport d'évaluation ou annexées au rapport. La présentation de l'information dans le rapport d'évaluation doit être complète, cohérente et facile à retracer.

1.2. Cadre méthodologique

- 1.2.1. De manière générale, toutes les connaissances nouvelles acquises grâce aux études effectuées et/ou actualisées et nécessaires à une parfaite compréhension du rapport d'évaluation devront être présentées sous forme de synthèse concluante pour chaque bien à protéger dans le rapport d'évaluation. Ainsi, dans un esprit de transparence et dans le but de faciliter l'appréhension du document pour un lecteur non averti, il importe également que les constats, conclusions et recommandations des évaluateurs présentés dans les annexes soient clairement identifiables et rétractables dans le document dont est question. Pour le présent dossier, ceci concerne notamment le facteur « eau ».
- 1.2.2. D'éventuelles incertitudes méthodologiques relatives aux prévisions à moyen et/ou à court terme, respectivement en relation avec l'évaluation des incidences ou bien les données à disposition sont à décrire dans le rapport d'évaluation (voir point 6 de l'annexe III de la loi EIE). De même, une attention particulière est à porter à une description détaillée d'éventuelles mesures de suivi (par exemple en relation avec les effets du projet sur le cours d'eau récepteur) requises pour éviter à terme des incidences respectivement pour maîtriser des incertitudes au niveau de l'évaluation environnementale (voir point 7 de l'annexe III de la loi EIE).
- 1.2.3. Le bureau d'études est tenu de présenter dans le rapport d'évaluation d'une manière transparente les différentes étapes qui suivront la procédure d'évaluation, en indiquant les différentes autorisations requises pour la réalisation du projet et en y intégrant d'éventuelles demandes d'autorisation en matière environnementale déjà soumises aux autorités. Etant donné qu'il s'agit d'un projet d'extension d'une station d'épuration existante, il est indiqué de préciser les autorisations existantes et les aspects exigeant une modification au vu du projet à évaluer et des résultats de l'évaluation des incidences environnementales.

1.3. Description du projet

- 1.3.1. La du projet devra distinguer la phase chantier (i.e. terrassements, organisation du chantier, phasage, réalisation de mesures d'atténuation ou de compensation, etc.) et la phase d'exploitation (p.ex. aménagement et accessibilité du site, effets visuels, besoins d'approvisionnement en eau et en énergie, charges olfactive et sonores générées, etc.). Les incidences notables probables sont à évaluer pour ces différentes phases. Le rapport d'évaluation devra mettre en évidence comment l'organisation des travaux et du phasage, le choix des infrastructures/technologies ainsi que leur emplacement sur le site permettront d'éviter ou d'atténuer d'éventuels conflits environnementaux. Dans ce cadre, il importe de mettre en évidence l'interaction entre le site existant et son extension, tout en expliquant comment la mise en œuvre de l'extension sera organisée par rapport au maintien au service de la station pour éviter des problèmes au niveau de l'épuration des eaux usées. D'une manière générale, le dossier soumis à la vérification préliminaire comprend déjà beaucoup d'informations qui restent à préciser sur certains points, dont notamment la localisation et

les données physiques de la conduite du rejet des eaux traitées, la quantification des produits chimiques et leur stockage et les besoins énergétiques.

1.3.2. Dans le cadre du rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, le maître d'ouvrage doit présenter une description des solutions de substitution raisonnables étudiées et pertinentes et indiquer les principales raisons du choix effectué (voir point 2 de l'annexe III de la loi EIE). L'analyse de solutions de substitution (p.ex. solutions techniques, ...) est à développer en fonction des résultats de l'évaluation des incidences, et notamment par rapport au facteur « eau » (voir chapitre 3.1 ci-après). L'évaluation des incidences à réaliser devra également considérer la variante « zéro », c'est-à-dire le cas où le projet ne serait pas réalisé (voir point 3 de l'annexe III de la loi EIE). Aux fins de précision, il est entendu par « alternatives » des variantes de planification, de conception et d'organisation du projet (types d'infrastructures mises en place, méthodes d'assainissement, organisation du site, évacuation des eaux de rejet, etc.). Il importe de mettre en évidence dans le rapport d'évaluation la variante permettant d'éviter, de réduire ou de limiter au maximum les impacts du projet sur l'environnement, en particulier sur l'environnement aquatique.

1.3.3. Les auteurs du rapport d'évaluation devront se prononcer sur les aires d'étude et d'influence du projet en question (« Untersuchungsraum »). Compte tenu que cet exercice n'implique pas d'étudier chacun des facteurs avec le même degré de précision sur la totalité de l'aire d'étude et d'influence ainsi définies, il peut être utile de présenter plusieurs zones des impacts potentiels du projet de station d'épuration à différentes échelles afin d'évaluer et d'appréhender l'étendue de tous les impacts environnementaux que risque d'avoir le projet. L'aire d'étude/d'influence devra être adaptée en fonction de l'étendue de la problématique et d'un éventuel cumul avec d'autres situations existantes (voir annexe III, point 5.e. de la loi EIE).

2. Remarques générales concernant le contenu du rapport d'évaluation

2.1. Dans un souci de transparence et pour faciliter la compréhension du rapport d'évaluation, il importe de fournir une description détaillée du projet (phase chantier / phase fonctionnelle) et d'identifier de manière précise les voies d'exposition (« Wirkungspfade ») potentielles des incidences significatives liées au projet et par rapport aux facteurs définis à l'article 3 de la loi EIE. L'évaluation devra se baser sur les voies d'exposition pertinentes et distinguer entre la phase chantier (y compris les voies d'accès au chantier) et la phase de fonctionnement normal (voir points 1.a. et 1.c. de l'annexe III de la loi EIE). Dans le cas du dossier soumis pour avis ceci concerne tout particulièrement les incidences potentielles sur les cours d'eau « Redelsbaach » et « Attert » en phase fonctionnelle.

2.2. Sur base de l'ensemble des informations développées pour chaque facteur défini à l'article 3 de la loi EIE, les auteurs du rapport devront, dans la mesure du possible, chiffrer et dimensionner les enjeux environnementaux significatifs liés au projet.

3. Remarques spécifiques concernant certains facteurs à analyser de manière détaillée

D'une manière générale, les auteurs du rapport d'évaluation devront aborder tous les facteurs définis à l'article 3 de la loi EIE (voir également le point 2.2). Les informations présentées dans le document soumis à la vérification préliminaire sont à valoriser, respectivement à préciser en cas de besoin, étant donné qu'elles répondent déjà pour beaucoup de sujets aux exigences (p.ex. population/santé humaine, sol, paysage,...). Au vu des caractéristiques du projet, une attention particulière est à porter dans le rapport d'évaluation aux aspects qui suivent.

3.1. Eau

De façon générale, il est pour ce chapitre référé à l'avis de l'Administration de la gestion de l'eau annexé et auquel je me rallie.

Eau de surface

- 3.1.1. En vue d'une gestion durable de la ressource naturelle « eau », le rapport d'évaluation devra comprendre des données factuelles, notamment les caractéristiques des rejets actuels et projetés, à la fois d'un point de vue qualitatif que quantitatif, tout en différenciant la situation actuelle et la situation projetée de la station d'épuration sur les cours d'eau « Redelsbaach » et « Attert ».
- 3.1.2. Sur cette base, le rapport devra se prononcer sur les normes de rejet à la base de la planification du projet d'extension de la station d'épuration. Une analyse des performances prévues de la nouvelle station d'épuration s'avère essentielle afin de déterminer les impacts et pressions potentielles liées aux rejets des effluents dans le milieu aquatique et les pollutions potentielles lors d'un dysfonctionnement de la station d'épuration.
- 3.1.3. Afin d'anticiper les incidences positives et/ou négatives du projet sur les cours d'eau précités et eu égard de la station d'épuration existante, il importe d'évaluer et de détailler l'impact du rejet d'eaux traitées supplémentaires sur les paramètres biologiques du milieu naturel. Le niveau de détail, les conditions et les prémisses (paramètres physico-chimiques et hydro-morphologiques, etc.) relatifs à ladite étude des incidences sont précisés dans l'avis de l'Administration de la gestion de l'eau ci-après.
- 3.1.4. Cet exercice a pour but ultime de souligner que l'extension projetée ne risque ni de porter préjudice au *statu quo*, ni de contrecarrer l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau et de présenter des mesures de compensation tangibles afin de limiter les incidences du projet sur le milieu récepteur.

Crues subites

- 3.1.5. Bien que le projet ne se situe pas en zone inondable, il est rendu en attentif à la problématique des fortes pluies et des risques de crues subites (risque moyen pour le site de la station d'épuration) et de présenter une évaluation d'éventuelles incidences en relation avec le site de la station d'épuration et des mesures appropriées (p.ex. stockage des produits chimiques, ...).

3.2. Biodiversité

De façon générale, il est pour ce chapitre référé à l'avis de l'Administration de la nature et des forêts annexé et auquel je me rallie.

- 3.2.1. D'une manière générale, le document soumis à la vérification préliminaire comprend une description et évaluation suffisamment détaillée de la situation sur le terrain et des éventuelles incidences (à l'exception du point 3.2.2 ci-dessous). Des études de terrain supplémentaires ne sont pas requises.
- 3.2.2. Considérant le lien étroit entre le facteur « eau » et les écosystèmes dépendant de la masse d'eau de surface, les incidences sur la faune et flore y associées sont à évaluer en phase de fonctionnement normal. A nouveau, une attention particulière est à porter aux cours d'eau « Redelsbaach » et « Attert » (voir également le chapitre 3.1 du présent avis et l'avis de l'Administration de la gestion de l'eau). De ce fait, les mesures de gestion et d'atténuation requises pour éviter des incidences sur ces écosystèmes sont à apporter dans le rapport d'évaluation.
- 3.2.3. En cas de destruction des biotopes ou d'habitats d'espèces protégées, le rapport d'évaluation devra comprendre un bilan, du moins sommaire, des éco-points à compenser.
- 3.2.4. A titre d'information, conformément à l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (loi PN), toutes opérations de taille, d'élagage et d'abattage de haies, de broussailles ou d'arbres sont interdites pendant la période entre le 1^{er} mars et le 1^{er} octobre.



Administration
de la nature et des forêts

Administration de la nature et des forêts	
Arrondissement Centre-Ouest	
Entrée	22 JUL. 2022
Réf. F.	N°

Bissen, le 21 juillet 2022

Madame Joëlle WELFRING
Ministère de l'Environnement,
du Climat et du
Développement durable

Référence : 102933
Demandeur : Simon-Christiansen & Associés
Commune : Bissen

Concerne : EIE - Extension de la station d'épuration _ Luxlait

Check-list

		Commentaire
Zone verte	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Natura 2000	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Réserve naturelle classée	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Réserve naturelle projetée	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Biotope Art. 17	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Arbre remarquable	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Territoire Pie-grièche grise	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Corridor faune sauvage	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Habitat - Espèce protégée: Annexe II, III, VI	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Zone inondable	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Zone protection des sources	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
30 m forêt/ cours d'eau/ zone protégée	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Site/ objet historique/ archéologique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	

Le projet en question comprend l'extension de la station d'épuration existante de l'association agricole LUXLAIT afin de répondre à l'augmentation d'activité. LUXLAIT est implanté depuis les années 2009/2010 sur le site de Roost sous les numéros cadastraux 488/5112 et 489/5039, section B de Bissen-Sud du cadastre de la commune de Bissen. Le bureau d'étude Simon-Christiansen & Associés Ingénieurs-Conseils S.A. a élaboré, au nom de LUXLAIT, une vérification préliminaire (screening).

La phase chantier se déroulera pendant environ 7 mois : 3 mois de terrassements et de génie civil, puis 4 mois de montage d'équipements et de tests. Le chantier sera actif du lundi au vendredi, de 6h à 17h. Le travail de nuit n'est pas prévu sauf situation exceptionnelle. Les travaux de terrassement et d'excavation présenteront un bilan déblais/ remblais à l'équilibre. Les matériaux extraits seront stockés sur le site avant d'être réutilisés à la fin des travaux.

La zone protégée d'intérêt national déclarée la plus proche, RFI 34 « Pëttenerbësch », se trouve à une distance de 300 mètres au Sud-Est du projet. La zone de protection oiseaux Natura2000 la plus proche, LU0002014 Vallées de l'Attert, de la Pall, de la Schwébech, de l'Aeschbech et de la Wëllerbach, est situé à une distance de 550 mètres au Sud-Ouest du projet. Une atteinte aux zones protégées n'est pas attendue. La zone de planification ne fait pas partie d'une zone de protection d'eau potable (ZPS) ou d'une zone inondable.

Le cadastre des biotopes n'indique pas de biotopes protégés au titre de l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dans l'environnement immédiat. Quelques structures ligneuses, de jeune âge et sans importance pour l'avifaune, se développent le long de la clôture du site et devront être enlevées. L'abattage devra se faire en période hivernale. Si les deux arbres situés au nord-ouest doivent être abattus, une demande d'autorisation relative à la protection de la nature doit être soumise au MECDD. L'extension de la station d'épuration se situe en partie sur une surface de terre agricole utilisée en tant que culture intensive depuis des années. D'après des études faunistiques de Milvus GmbH et de ProChirop en 2017, cette surface n'est pas à considérer comme habitat d'espèce d'intérêt communautaire pour lequel l'état de conservation a été évalué non favorable.

Les eaux traitées de la station d'épuration sont rejetées dans le ruisseau « Redelsbaach », affluent de l'« Attert » qui s'écoule à plusieurs kilomètres de l'installation. Selon l'auteur d'étude, un suivi de la qualité des eaux au point de confluence Redelsbaach/ Attert est envisageable, afin de démontrer pleinement l'influence minimale du rejet de la station d'épuration Luxlait sur l'Attert. Actuellement, la qualité de l'Attert est dégradée avec une classe d'état moyen.

Afin de réduire l'impact visuel, des plantations d'intégration devront être réalisées avec des arbres feuillus indigènes et de haies vives à essences indigènes.

Concernant le bien protégé « plantes, animaux, biodiversité », la construction et l'exploitation de l'extension de la station d'épuration ne devraient pas entraîner d'impacts significatifs sur la faune, flore et biodiversité. Les bien protégés « sol » et « air et climat » ne sont pas significativement impactés non plus. Le bien protégé « eau » présente le plus grand risque d'atteinte. Pour ce sujet, l'Administration de la nature et des forêts n'est pas compétent de fournir des informations sur le champ d'application et le niveau du détail du rapport d'évaluation.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments très distingués.

La Préposée régionale de l'Arrondissement

Centre-Ouest



Julie EICHER

Le Préposé du Triage de Bissen



Serge REINARDT

Référence: 102433

Retourné au Département de l'Environnement avec
l'avis du préposé de la nature et des forêts auquel je me rallie.

Schoenfels, le 02/08/2022

Le chef de l'Arrondissement Centre-Ouest
de la nature et des forêts





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Administration de la gestion de l'eau

Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

26 JUL. 2022

N°

Direction
Référence : EAU/EIE/22/0031 - scoping
Votre référence : 102933
Dossier suivi par : Service autorisations - FGA
Tél. : 24556 - 920
E-mail : autorisations@eau.etat.lu

Ministère de l'Environnement, du Climat et
du Développement durable

Madame la Ministre Joëlle Welfring

4, Place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

Esch-sur-Alzette, le 19 JUL. 2022

Objet : Loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement.



Evaluation du projet « Luxlait Association Agricole - Extension de la station d'épuration au lieu-dit « Rouscht » sur le territoire de la commune de Bissen.

Demande d'avis concernant le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation (« scoping »).

Madame la Ministre,

En réponse à votre demande d'avis du 11 juillet 2022 relative au dossier sous rubrique, veuillez trouver ci-dessous l'avis de l'Administration de la gestion de l'eau.

Le rapport EIE devra démontrer que le projet n'affecte pas le rétablissement du bon état écologique ou n'empêche pas la détérioration de l'état de la masse d'eau de surface « Attert » (VI-6), conformément aux dispositions des articles 5, 6 et 10bis de la loi modifiée du 19 décembre 2008.

Le rapport EIE devra permettre d'évaluer clairement l'impact en terme qualitatif et quantitatif sur le cours d'eau « Rädelsbaach » et « Attert », y compris leurs écosystèmes aquatiques (faune, flore) afin de démontrer que le projet ne cause pas de dégradation de l'état actuel et n'empêche pas l'atteinte du bon état.

I. Concernant le rapport - Caractéristiques du projet

Cette partie du rapport doit être complétée par des éléments plus précis, notamment les éléments cités ci-après.

Le rapport ne précise pas la capacité future (en EH) de la station d'épuration.



Le rapport indique simplement qu'actuellement « 6 cycles de traitement SBR » sont effectués, qu'un cycle rejette 250 m³, auxquels il faut ajouter 15 à 20%, d'eau épurée. L'étape de la vidange est à détailler (périodicité, débit, pic, durée, etc.)

Dans notre courrier du 7 avril 2022 nous demandions :

- la quantité de rejets (ainsi que la périodicité vu le procédé de SBR) et la composition physico-chimique (charge polluante) en phase travaux et en phase exploitation ;
- la quantité de rejets (débit) par temps sec et par temps de pluie.

II. Concernant le volet « eaux souterraines et eaux potables »

Le projet ne se situe :

- ni dans une zone de protection de captages d'eau souterraine utilisés pour la distribution d'eaux destinées à la consommation humaine,
- ni à proximité d'une installation de captage ou de prélèvement d'eau souterraine existant aux fins prémentionnées,
- ni à proximité d'un point de surveillance de l'état des masses d'eau souterraine.

Ces informations sont à reprendre dans le rapport d'évaluation.

Il est à noter qu'à quelques dizaines de mètres du lieu du rejet des eaux épurées se trouve un captage utilisé pour la production de denrées alimentaires par LUXLAIT. Ce point est à présenter dans le rapport d'évaluation et les impacts potentiels du rejet sur la qualité de l'eau du captage sont à étudier.

III. Concernant l'Annexe 10 - Etudes des impacts potentiels sur le milieu récepteur

1) Caractérisation et localisation du « rejet »

Pour plus de compréhension pour le lecteur, il serait important que le point de rejet des eaux épurées soit localisé sur les cartes/schémas au niveau du « Rädelsbaach » ; et que le point « 2.1 Description et localisation » soit corrigé et complété.

Le rapport devra décrire le tracé de la canalisation d'évacuation du site jusqu'au point de rejet dans le cours d'eau récepteur. Une vue en plan de la berge doit être fournie, ainsi qu'une coupe transversale reprenant le cours d'eau et le point de rejet. Une documentation photographique devra compléter ce point.

Pour l'étape de vidange, l'annexe 10 n'évalue pas l'impact potentiel sur le cours d'eau récepteur « Rädelsbaach », à savoir préciser clairement pour cette étape, pour la situation actuelle et la situation projetée, le nombre de vidange, leur durée, leur débit, etc. La fourniture de ces éléments, ayant une incidence directe sur le cours d'eau récepteur « Rädelsbaach » et sur « l'Attert », est nécessaire pour évaluer l'impact hydromorphologique sur ceux-ci, tant du fait du débit que de la continuité ou de la discontinuité du déversement ; de même que pour évaluer l'impact biologique cf. ci-après.



- 2) Les données disponibles pour le milieu récepteur (2.2.2.) sont à compléter par un bilan écologique plus complet, qui permettra une évaluation plus juste et claire de l'impact du projet.

Evaluation de la qualité physico-chimique

Pour « l'Attert », l'Administration de la gestion de l'eau dispose de données plus détaillées et plus récentes, que celles exploitées dans l'annexe 10, qui refléteront mieux la situation actuelle.

Pour le « Rädelsbaach », une description sommaire de sa qualité physico-chimique ainsi qu'une évaluation de l'impact potentiel du rejet sont également attendues. Bien que le Rädelsbaach n'est pas une masse d'eau de surface un impact trop important et significatif reste à éviter. Le rapport actuel évalue l'impact du rejet sur le cours d'eau Attert bien que le rejet actuel se trouve au niveau du cours d'eau Rädelsbaach.

Dans notre courrier du 7 avril 2022, nous demandions également d'évaluer si le respect des normes de rejet actuelles est suffisant pour écarter le risque de détériorer l'état écologique et/ou de menacer l'atteinte du bon état écologique de la masse d'eau, après l'agrandissement (par temps sec et par temps de pluie, matières organiques, nutriments, substances toxiques, agents de précipitation, etc.) en tenant compte des seuils conformément au règlement grand-ducal du 15 janvier 2016 relatif à l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface. Ce point reste à démontrer clairement, vu que l'impact n'a été évalué que sur l'état actuel de la masse d'eau « Attert », et non le bon état et donc interdiction de dégrader ce bon état.

Concernant le paramètre température, l'impact sur le cours d'eau « Rädelsbaach » est certain. L'évaluation de l'impact pour le « Rädelsbaach » et « l'Attert » est à développer, notamment une simulation avec une température hivernale. L'évaluation de l'impact doit prendre en compte le règlement grand-ducal du 15 janvier 2016 relatif à l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface (température d'orientation, delta temp.), mais aussi l'impact du débit et la durée du rejet sur les paramètres biologiques de ces cours d'eau.

Evaluation de la qualité biologique

Pour « l'Attert », l'Administration de la gestion de l'eau dispose de données plus détaillées et plus récentes, que celles exploitées dans l'annexe 10, qui refléteront mieux la situation actuelle.

Par suite, un bilan de l'impact potentiel du projet sur les paramètres biologiques tels que la faune et la flore aquatiques est à dresser. Ces résultats devront être interprétés et présenter les impacts potentiels sur les paramètres biologiques (dérive des microorganismes, colmatage du lit et dégradations physiques des habitats, modification de la capacité d'autoépuration, etc.), comme demandé dans notre courrier du 7 avril 2022.

Dans ce contexte il est primordial de prendre en compte la faune piscicole concernant les températures limites par rapport aux différents stades de développement des espèces les plus sensibles à la température, qui correspondent dans ce cas, aux espèces des salmonidés, truite de rivière et ombre. En effet, l'Attert correspond, en aval de l'embouchure de l'affluent « Rädelsbaach » à la zone piscicole à ombres avec les espèces dominantes de la biocénose de référence truite de rivière et ombre, et des espèces accompagnatrices telles que vairon, chabot, loche franche, barbeau, et d'autres cyprinidés moins sensibles à la température. Simultanément il faut analyser s'il existe des frayères à proximité du rejet dans le cours d'eau « Rädelsbaach » et/ ou le cas échéant en aval de l'embouchure de ce dernier dans l'Attert qui pourraient être impactées par le changement de température du rejet industriel.

Actuellement la qualité biologique selon le paramètre de qualité biologique « poissons » à la station de suivi (L106030A12) à Colmar-Berg correspond à la classe de qualité « 2 » faisant abstraction de la discontinuité écologique de cette masse d'eau, qui n'est pas reflétée par l'IPR.

Afin de mieux évaluer l'impact de la température sur la qualité biologique (notamment sur les différents stades de développement des espèces piscicoles les plus sensibles), il sera recommandé de considérer à la fois des années humides et sèches, telles que l'année 2018, par exemple, et de présenter d'une part l'évolution de la



température d'eau (« Rädelsbaach » et « Attert ») annuelle de la situation projetée et d'autre part l'évolution optimale de température des différents stades de développement de l'ombre et de la truite de rivière.

Evaluation de la qualité hydromorphologique

L'état de la situation actuelle et projetée de la qualité hydromorphologique est absent. Dans notre courrier du 7 avril 2022, nous demandions une évaluation des impacts hydromorphologiques.

Pour « l'Attert », l'Administration de la gestion de l'eau dispose de données détaillées et récentes.

Les points ci-après sont à prendre en considération :

- morphologie et continuité du cours d'eau (« Strukturgütekartierung ») ;
- typologie du cours d'eau « Attert » ;
- hydromorphologie (« Strahlwirkungskonzept ») ;

Une étude approfondie sur la caractérisation hydromorphologique des cours d'eau luxembourgeois a permis d'identifier des habitats importants à préserver ou à restaurer afin de permettre d'atteindre le bon état écologique des masses d'eau de surface. Parmi ces écosystèmes fonctionnels figurent les « habitats centraux » (« Kernlebensraum »). Grâce à leur bonne qualité hydromorphologique, ces biotopes figurent comme tronçons de référence permettant la recolonisation naturelle d'espèces caractéristiques du cours d'eau. Les « habitats relais » (« Trittstein ») assurent la connectivité entre les différents « habitats centraux ».

Les « habitats centraux » et « habitats relais » sont donc les éléments essentiels des corridors écologiques assurant la connectivité au sein même de l'écosystème aquatique, mais aussi entre les écosystèmes aquatique et semi-aquatique.

Les eaux épurées de la station d'épuration de Luxlait sont rejetées dans le cours d'eau récepteur « Rädelsbaach », qui lui se jette au bout de +/- 100 m dans « l'Attert » au niveau d'un « habitat relais (pas entièrement présent) ». Ce point est à considérer dans l'évaluation des impacts potentiels, il est primordial d'éviter tout impact négatif sur les cours d'eau et sur leurs zones limitrophes.

IV. Plan de gestion

Des mesures permettant de contrecarrer les pressions sont reprises dans le programme de mesure établi dans le cadre du troisième plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse (parties luxembourgeoises) et du programme de mesures. Le rapport EIE devra évaluer les incidences positives ou négatives sur ces mesures.

V. Atténuation des impacts, mesures et alternatives

Le rapport EIE devra préciser les mesures prévues et visant à limiter les impacts négatifs sur l'environnement ou à réduire leur intensité, de même que les mesures prévues pour favoriser ou maximiser les impacts positifs. Dans notre courrier du 7 avril 2022 nous demandions, les mesures d'atténuation ou correctrices, voire les alternatives, prévues afin de permettre l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable
Administration de l'environnement

Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable
Entré le

28 JUL. 2022

Ministère de l'Environnement, du Climat et du
Développement durable
4, Place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

V/Réf. : 102933

N/Réf. : 83exca5f6

Dossier traité par : Gérard HOFMANN / Carlo HIPPE

Esch-sur-Alzette, le 27 JUL. 2022

**Concerne : EIE – Avis sur le champ d'application et le niveau de détail du rapport EIE (scoping) du projet
d'extension de la station d'épuration Luxlait à Roost**

Madame, Monsieur,

Par courrier du 11 juillet 2022, le Département de l'environnement sollicite l'avis de l'Administration de l'environnement sur le champ d'application et le niveau de détail des informations à fournir par le maître d'ouvrage dans le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement. Les informations fournies par le maître d'ouvrage en vertu de l'article 5.3 de la prédite loi ont été communiquées le même jour par voie électronique.

L'avis qui suit se limite aux domaines de l'environnement suivis par l'Administration de l'environnement tout en considérant les dispositions des articles 3 et 6 de la loi modifiée du 15 mai 2018 susmentionnée et de l'annexe III de la même loi. L'avis se réfère au document établi par le bureau d'études Simon-Christiansen & Associés, référence 20202412-SC-ENV et intitulé «Luxlait Association agricole – Extension de la station d'épuration - Évaluation des incidences sur l'environnement : vérification préliminaire (screening) ».

Le projet sous analyse consiste à réaliser une extension de la station d'épuration d'une capacité épuratoire de 8.135 équivalents-habitants sur le site inscrit au cadastre de la commune de Bissen, section B de Bissen-Sud, sous les numéros 488/5112 et 489/5039.

Au vu des informations y présentées, l'Administration de l'environnement n'a pas d'exigences spécifiques à formuler quant à l'élaboration du rapport d'évaluation des incidences..

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.



Gérard HOFMANN



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Administration de la gestion de l'eau

Le rapport EIE devrait présenter de potentielles alternatives. Nous aimerions une justification claire du choix effectué, ainsi que des paramètres pris en ligne de compte (faisabilité, facteur économique, etc.) et de leur impact environnemental.

VI. Conclusion

Le rapport EIE devra présenter l'ensemble des éléments précités, l'évaluation des impacts du projet devra montrer qu'il n'y aura pas d'altération des cours d'eau et de l'objectif de l'atteinte du « bon état » et dans l'idéal que les mesures prévues engendreront un impact positif.

Dans ce cadre, il est vivement recommandé de prendre contact avec l'Administration de la gestion de l'eau afin d'obtenir les données nécessaires et de se concerter sur les prochaines étapes.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

Luc ZWANK
Directeur adjoint



À Madame Joëlle WELFRING
Ministre de l'Environnement, du Climat et du
Développement durable
c/o Monsieur Philippe PETERS
Ministère de l'Environnement, du Climat et du
Développement durable
4, place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

Objet : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

Evaluation du projet « Luxlait Association Agricole – Extension de la station d'épuration » au lieu-dit « Rouscht » à Bissen

Concerne : Avis de l'INRA (conformément à l'art. 5 de la loi précitée)

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception du dossier référencé en objet, que vous nous avez transmis le 11 juillet 2022.

Suite à l'examen de ce dossier, nous constatons que l'impact que ce projet peut avoir sur le patrimoine archéologique a bien été analysé dans le rapport de l'EIE. Comme précisé dans le chapitre 5.2.7, ce projet de construction ne présente qu'un faible impact sur le patrimoine archéologique. Par conséquent, j'ai l'honneur de vous informer qu'il ne sera pas nécessaire d'y effectuer une opération d'archéologie préventive.

Toutefois, comme aucune investigation scientifique des terrains n'a eu lieu, l'existence de sites archéologiques ne peut pas être entièrement exclue. Pour ces raisons, il est rappelé qu'en cas de découverte fortuite d'éléments du patrimoine archéologique, il y a lieu d'appliquer les articles 16 et 17 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute et respectueuse considération.

Foni Le Brun-Ricalens
Directeur